

Focus :

Le commerce de la France au XVIII^e : Inflation et Révolution

© Creative Commons

Focus :

Le commerce de la France au XVIII^e : Inflation et Révolution

La Révolution de 1789 a été précédée par une crise frumentaire qui a joué un rôle décisif dans son déclenchement (Labrousse, 1944). Quoique cette crise soit une des plus sévères de l'Ancien Régime, ses conséquences démographiques sont très limitées comparées à celles de 1693-94 et 1709-10 qui avaient fait approximativement deux millions de morts chacune, sans avoir pourtant de conséquences politiques aussi radicales. Alexis de Tocqueville avait en son temps suggéré un "paradoxe de l'insatisfaction croissante", arguant que les difficultés de 1789 ont eu d'autant plus d'effets politiques qu'elles ont été précédées d'une période prospère (Daudin, 2005).

Cette prospérité ne se retrouve cependant pas dans les indices de salaires réels. Ceux-ci stagnent dans les décennies qui précèdent la Révolution (Ridolfi, 2019). Est-ce le bon indicateur ? Les salaires réels renseignent sur la situation des ouvriers citadins, qui consacraient l'essentiel de leur budget à la nourriture. Ils ne nous renseignent pas sur l'effet des mutations économiques liées à l'industrie et au commerce extérieur sur les classes moyennes urbaines ni sur celle des classes agricoles.

Cet article participe de la recherche d'autres signes de mutation économique. Il examine l'évolution des prix du commerce international. C'était la partie la plus dynamique de l'économie française au XVIII^e siècle. Il contribue ainsi à la littérature sur les causes économiques de la révolution française (Weir, 1991). Après une présentation de la base de données et de la construction de nos indices, nous explorons l'évolution de l'intégration des marchés, les variations des termes de l'échange, puis les différences structurelles observées dans les prix.

Toutes les données, le code et les graphes du projet peuvent être consultés dans un répertoire au lien suivant : https://github.com/edouardpignede/Dialogue_62_072021 qui sera cité au cours du texte.

Base de données

Nous utilisons la base de données TOFLIT18. Cette base a déjà été présentée dans DIALOGUE (Daudin, Ponton & Vidal, 2016; Daudin, 2019). En 1713, le bureau de la Balance du Commerce est créé pour rassembler

des informations exhaustives sur le commerce extérieur, un avantage appréciable lors des négociations avec les partenaires commerciaux. Ses méthodes restent à peu près stables jusqu'au début de la Restauration. Les documents qu'il a laissés nous donnent une vision globale du commerce français au XVIII^e siècle (Charles & Daudin, 2011, 2015). Un carnet hypothèse pour suivre la vie du projet existe : <https://toflit18.hypotheses.org/> ainsi qu'un outil d'exploration des données : <https://toflit18.medialab.sciences-po.fr/>.

Cette base de données offre un accès unique à l'économie de la France du XVIII^e siècle, port par port. En effet, malgré la destruction d'une partie importante des archives de la Ferme Générale, institution en charge de la collecte des droits de douane à l'époque, les principales chambres de commerce françaises ont conservé la composante locale des statistiques du Bureau : des données sur les valeurs unitaires et les quantités de l'ensemble des marchandises échangées dans les directions des traites (c'est-à-dire les douanes) sur la période 1716-1780. Il existe également des données locales similaires pour 1789 (plus de détails sur les données disponibles au niveau des directions peuvent se trouver là : <http://toflit18.medialab.sciences-po.fr/#/exploration/meta?model=region>).

La fiabilité des valeurs unitaires de ces sources est discutable. On y constate beaucoup plus d'inertie que dans les vrais prix mesurés au plus près des marchés locaux. Cependant, elles en suivent bien les évolutions de moyen terme. S'il est donc impossible de les utiliser pour identifier des variations à court terme, elles sont assez fiables pour étudier les mutations qui nous intéressent.

Construction des indices de prix

Nous avons utilisé ces sources pour construire des indices de prix d'importation et d'exportation, pour chacun des ports pour lesquels nous disposons d'un nombre suffisant d'années : Marseille, Bordeaux, Nantes, La Rochelle et Bayonne. Les sources ne sont ni continues ni homogènes. Notamment, les désignations des produits ne sont pas stables. Nous avons donc construit ces indices par la méthode des ventes répétées plutôt que par celle, plus usuelle, des ventes chaînées après un travail important d'harmonisation des noms de produits.

La méthode des ventes répétées est le plus souvent utilisée pour calculer des indices de prix immobiliers ou pour analyser les variations des prix des œuvres d'art. Elle a l'avantage de pouvoir être utilisée facilement dans des cas où les produits ne sont pas échangés tous les ans. En effet, elle peut

prendre en compte tous les produits vendus au moins deux fois au cours de la période d'étude. Il n'est donc pas nécessaire d'avoir des séries continues de prix pour un même bien (Statistical Office of the European Communities *et al.*, 2013).

L'indice est obtenu en calculant une régression sur l'ensemble des paires de transactions d'un même bien réalisées durant la période. Dans notre cas, voici l'équation estimée :

$$\ln\left(\frac{p_n^t}{p_n^s}\right) = \sum_{t=1717}^{T=1789} \beta^t D^t - \sum_{s=1716}^{S=1788} \beta^s D^s + \varepsilon_n^{t,s}$$

Avec D^x le vecteur des variables égales à 1 lors de la vente du produit (x) et à 0 sinon, p le vecteur des prix des n produits considérés, β^t le coefficient estimé et $\varepsilon_n^{t,s}$ le terme d'erreur.

Cette méthode est très semblable à celle utilisée dans (Pfister, 2017; Ridolfi, 2019), notamment pour calculer des indices de salaires, où l'équation équivalente estimée est :

$$p_n^t = \sum_{t=1716}^{T=1789} \beta^t I^t + \sum_n^N v^n J^n + \varepsilon_n^t$$

Avec I^t les indicatrices années et J^n les indicatrices produits.

Dans les deux cas, l'indice est alors égal à : $Indice_t = 100 * \exp(\beta^t)$. L'indice est défini pour chaque année où au moins un produit ayant participé à deux transactions ou plus apparaît. Nous l'avons normalisé à 100 en 1789, année où des données ont été conservées pour l'ensemble des ports d'étude.

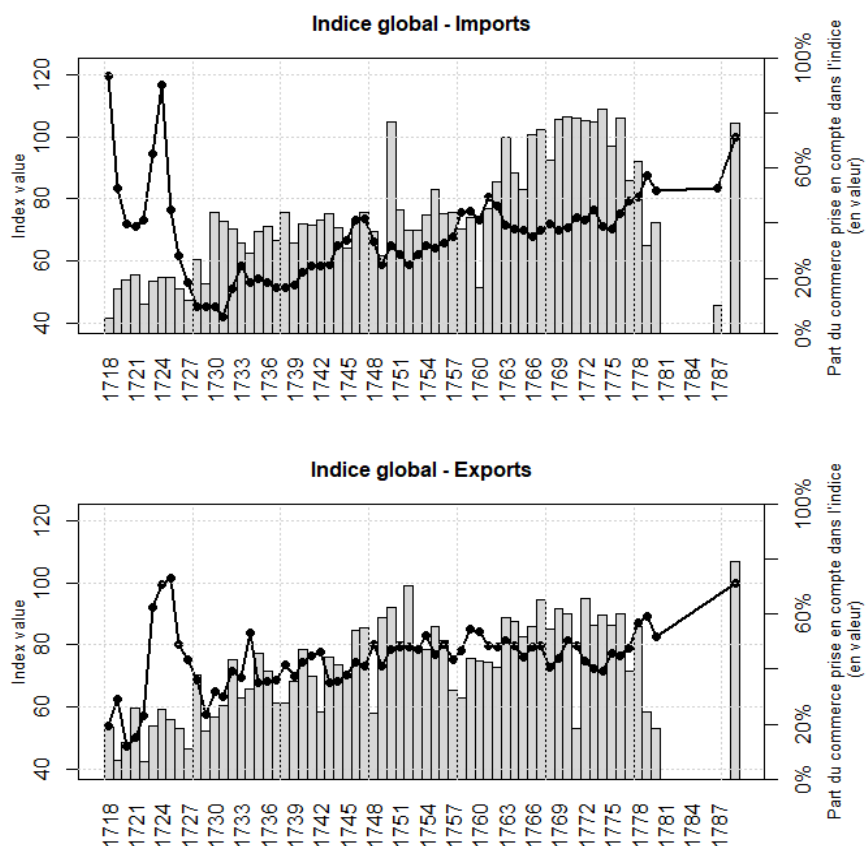
En raison d'erreurs sur les unités de mesure et les conversions, il est nécessaire d'exclure les valeurs aberrantes. De plus, l'équation a été pondérée par la part de la valeur du produit échangée dans le commerce (en moyenne sur l'ensemble de la période) pour octroyer un poids supplémentaire aux produits dominant les échanges commerciaux. D'autres indices ont été envisagés, avec l'exclusion des marchandises à trop fortes variations de prix, la restriction de l'indice aux produits de premières nécessités ou encore la restriction aux produits échangés plus de 20 fois. Une analyse de corrélation systématique et de stabilité des

indices a permis un arbitrage entre ces différents indices (Répertoire : Indices_villes/Correlations_systematiques).

Nous avons calculé des indices pour les importations et les exportations ; par port ou national, par secteur, produits primaires et produits manufacturés, ainsi que par partenaires : Europe et Méditerranée ou reste du monde. L'indice national a été calculé (Figure 1) à partir du regroupement des données de l'ensemble des ports, en considérant que les produits de chaque port étaient différents, même s'ils portaient le même nom. Par exemple, il est probable que les draps de laine exportés de Marseille n'étaient pas les mêmes que ceux exportés de Nantes.

L'indice national montre que, après une période instable liée aux désordres monétaires (la valeur métal de la monnaie est stabilisée en 1726 pour deux siècles), le prix des importations et des exportations a augmenté au cours du siècle.

Figure 1 : Valeur des indices des prix des importations (en haut) et des exportations (en bas) sur l'ensemble des ports de 1718 à 1789.



Sur l'axe de gauche, on peut voir la part du commerce total français (maritime et terrestre) prise en compte dans la construction de l'indice (en valeur).

Intégration des marchés

Dans son analyse des origines économiques de la Révolution Française, Weir (1991) évoque l'extension des marchés et la "pénétration du capitalisme" dans les zones rurales. Les marchés, en s'intégrant davantage, auraient permis une augmentation importante des revenus tirés de la terre par les propriétaires. Cette augmentation contraste avec la stagnation des revenus de la main-d'œuvre agricole.

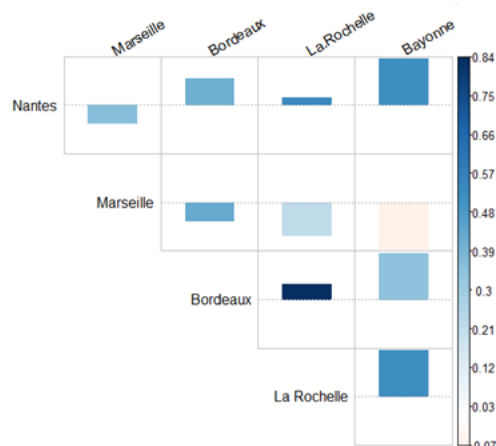
Nos indices de prix locaux nous renseignent sur l'intégration des marchés. Deux marchés sont considérés comme parfaitement intégrés lorsque la différence de prix entre une même marchandise est au plus égal au coût de transactions d'un marché à l'autre. En raison de l'absence de hiérarchie entre les différents marchés, une analyse de corrélation peut être utilisée pour vérifier si c'est le cas pour les ports étudiés (Federico, 2012).

Les différences dans les variations des indices de prix entre les marchés peuvent provenir, d'une part, de différences dans la structure des marchés : les produits échangés ne sont pas les mêmes d'un marché à l'autre, et d'autre part, d'écarts de prix sur les produits échangés issus de variations dans les coûts de transaction ou encore de la faible intégration des marchés.

On constate (Répertoire : Indices_villes/Correlation_indices) que les prix d'exportation sont très peu corrélés. Cela s'explique aisément : les produits vendus à l'export sont en grande partie des produits régionaux, différents d'un port à l'autre. En ce qui concerne les importations, par contre, il existe une corrélation importante entre les prix (Répertoire : Indices_villes/Correlation_indices et Figure 2), signe d'une bonne intégration géographique des marchés au XVIII^e siècle.

La Figure 2 donne en plus l'évolution des corrélations entre les indices d'importations des différents ports. On constate une légère augmentation de ces corrélations, en particulier pour les ports de la côte Ouest (Nantes, Bordeaux, La Rochelle et Bayonne). C'est un signe, toutefois assez ténu, de l'approfondissement des marchés.

Figure 2 : Evolution des corrélations entre les différents indices des ports – Imports.



La couleur correspond au niveau de la corrélation des indices entre 1750 et 1789. La taille du rectangle est égale à la variation du coefficient de corrélation en pourcentage entre la période 1718-1760 et 1750-1789 (la ligne horizontale correspond à 0 et le rectangle est compris entre -100% et +100%). Pour Bayonne, où les valeurs sont supérieures à 100%, le rectangle a été tronqué.

Le renforcement de l'intégration des marchés au XVIII^e siècle s'accorde avec la thèse d'une croissance smithienne de l'économie française sur cette période (Weir, 1991). En effet, comme l'a observé Morineau (1971), la France n'a pas connu de progrès technique remarquable et les rendements agricoles ont stagné au cours du XVIII^e siècle. La croissance économique et les gains de productivité seraient donc issus de l'expansion des marchés, l'amélioration de la distribution et la spécialisation régionale.

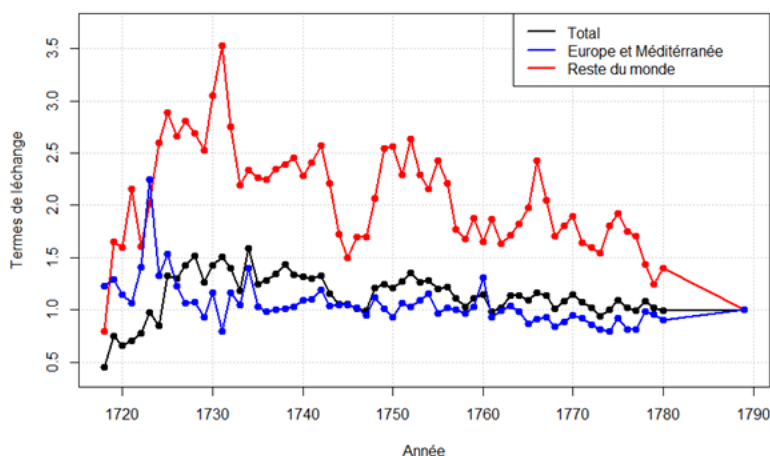
Néanmoins, nos résultats restent mitigés, et on ne constate pas une augmentation massive de l'intégration des marchés dans nos indices de prix.

Termes de l'échange

Les termes de l'échange sont définis comme le rapport entre l'indice du prix des exportations et celui des importations.

Les termes de l'échange de la France se dégradent durant le XVIII^e siècle (Figure 3). Le prix des importations augmente plus vite que celui des exportations. Ce phénomène est aussi visible sur les indices locaux de Bordeaux, Nantes et La Rochelle (Répertoire : Indice_villes/Termes_echange/Port). Il touche d'ailleurs aussi bien les produits agricoles que les produits manufacturés (Répertoire : Indice_villes/Termes_echange/Composition).

Figure 3 : Evolution des termes de l'échange de 1718 à 1789 calculé à partir des données des indices globaux (voir Figure 1) et décomposée par origine du partenaire commercial (Europe et Méditerranée ou reste du monde).



En première analyse, la dégradation des termes de l'échange est une mauvaise nouvelle, puisque, toutes choses égales par ailleurs, cela indique une baisse du pouvoir d'achat des exportations. C'est ce que Singer (1950) et Prébisch (1950) avaient analysé comme un obstacle au développement des pays spécialisés dans les produits primaires, dont les termes de l'échange avaient tendance à se dégrader face aux pays plus industrialisés. Comme ils exportaient des biens dont la demande était inélastique, ils ne pouvaient pas compenser la baisse de leurs prix par l'expansion de leur marché.

La France du XVIII^e siècle n'est pas un exportateur de matières premières. Ses exportations croissent. Elle est donc plutôt dans la situation présentée par Williamson (2013) pour le XIX^e siècle. La dégradation des termes de l'échange des pays occidentaux correspondait alors à un gain de productivité. L'amélioration symétrique des termes de l'échange des pays du Sud qui importaient des biens industriels occidentaux, loin d'être une bonne nouvelle, les a poussés à se spécialiser dans les produits primaires. Cela a mené à leur désindustrialisation et une vulnérabilité accrue à la volatilité des prix et aux conflits de redistribution, notamment en faveur de la rente, caractéristiques des produits primaires.

Cette interprétation est renforcée par le fait que la dégradation des termes de l'échange de la France est moins importante avec les pays d'Europe et de Méditerranée qu'avec les pays du reste du monde, essentiellement les Antilles françaises. En régressant les valeurs des indices, au niveau des ports, en fonction de la provenance des partenaires commerciaux (Tableau 1), on constate que les prix des produits importés des territoires colonisés

progressent de 30% (0,34/1,1), plus vite que ceux d'Europe et de Méditerranée. D'autre part, les prix des produits exportés vers le reste du monde restent stables alors que ceux exportés vers l'Europe et la Méditerranée augmentent en moyenne de 0,6% par an. Ces résultats sont significatifs au seuil de 1%.

Tableau 1 : Résultat de la régression du logarithme des indices en fonction de la provenance du partenaire commercial (Europe et Méditerranée ou reste du monde).

	log(Imports)		log(Exports)	
	Coefficient	P-value	Coefficient	P-value
Constante	- 14 *	(0,012)	- 6,1	(0,143)
Année (Europe et Méditerranée par défaut)	0,011 ***	(0,001)	0,006 *	(0,011)
Reste du monde	- 6,1 **	(0,003)	10,8 ***	(10 ⁻⁸)
Année * Reste du monde	0,0034 **	(0,004)	- 0,0061 ***	(10 ⁻⁸)
Effets fixes ports	Oui		Oui	
Tendances spécifiques à chaque port	Oui		Oui	
Nb d'observations	127		156	
R ²	0,5		0,6	
F – statistique	44,3		62,22	

Niveau de significativité : * = 0,05, ** = 0,01 et *** = 0,001.

La dégradation des termes de l'échange qui s'observe surtout par rapport au reste du monde peut être interprétée comme un signe de santé pour l'économie française.

Changements structurels

C'est confirmé par l'examen des indices de prix des différents secteurs. Nous avons différencié les produits manufacturés, les produits primaires issus des colonies et les produits primaires issus d'Europe. En régressant les indices en fonction de leur secteur d'appartenance, on constate que le prix des produits manufacturés a augmenté en moyenne de 0,3% par an, quand celui des produits primaires augmentait de 0,7% par an pour les colonies et de 1% par an pour l'Europe et la Méditerranée (Tableau 2). Ces différences d'évolution sont significatives au seuil de 0,1% : un F-test permet de vérifier que la différence entre les coefficients est bien significative (P-value = 0,0007).

En supposant que ces différences d'évolutions viennent essentiellement de l'évolution de l'offre, elles indiquent une croissance plus forte de la productivité dans l'industrie et moins forte dans l'agriculture, notamment l'agriculture européenne.

Cela dessine une économie en modernisation, mais restant sous pression malthusienne. L'agriculture française n'a pas connu de révolution au XVIII^e siècle. Malgré l'émergence du mouvement des physiocrates, les rendements agricoles ont peu augmenté sur cette période et, mis à part quelques départements du nord de la France, ces rendements étaient faibles, caractéristiques d'une agriculture rudimentaire (Morineau, 1968). Cette agriculture a progressé par petits pas : l'augmentation des surfaces cultivées, par le défrichement, l'intégration des marchés agricoles et l'apparition de nouvelles cultures (maïs, pomme de terre) ont permis une hausse de la production compensant la croissance démographique (Becchia, 2019). De son côté, la rente des propriétaires a beaucoup augmenté, exacerbant les inégalités. Cette pression malthusienne était moins forte pour les Antilles françaises qui disposaient encore de terres vierges au moment de l'écroulement de l'Atlantique français après 1792.

En ce qui concerne l'industrie, celle-ci a connu une forte croissance et des gains de productivité importants en raison de l'expansion des marchés nationaux, de leur plus grande intégration et du début de la mécanisation (Becchia, 2019). Encore une fois, ces changements ont largement bénéficié aux entrepreneurs et aux commerçants, mais peu aux ouvriers.

Tableau 2 : Résultat de la régression des indices en fonction du secteur de production (Manufactures, Produits primaires - colonies ou Produits primaires - Europe).

	Logarithme des indices des prix	
	Coefficient	P-value
Constante	-0,3	(0,934)
Année (Manufactures par défaut)	0,003	(0,198)
Produits primaires (colonies)	-7,7 ***	(10 ⁻⁴)
Produits primaires (Europe)	-13 ***	(10 ⁻¹²)
Produits primaires (colonies) * Année	0,004 ***	(10 ⁻⁴)
Produits primaires (Europe) * Année	0,008 ***	(10 ⁻¹²)
Exports	0,08	(10 ⁻⁶)
Effets fixes ports	Oui	
Tendances spécifiques à chaque port	Oui	
Nb d'observations	414	
R ²	0,5	
F – statistique	112,4	

Niveau de significativité : * = 0,05, ** = 0,01 et *** = 0,001.

Conclusion

L'examen des indices de prix du commerce international donne des indications sur la modernisation de l'économie française au XVIII^e siècle : signes d'intégration des marchés, dégradation des termes de

l'échange cohérente avec une économie en progrès relatif, gains de productivité dans l'industrie plus importants que dans l'agriculture, dans une situation où la pression malthusienne était indéniable, même si elle était moins forte dans les Antilles. Ces résultats corroborent les thèses d'une industrie française en forte croissance, poussée par les progrès des marchés intérieurs et extérieurs, et d'une agriculture qui a su, dans une moindre mesure et par l'augmentation des échanges notamment, augmenter sa production pour faire face à la pression démographique.

Cette prospérité économique n'a pas profité à la majorité des travailleurs. Du côté de l'offre, le prix du panier des "pauvres" composé en majeure partie de produits agricoles européens a augmenté plus fortement que celui des "riches", composé d'une part plus importante de produits issus de l'industrie (textiles, meubles, vaisselles). Du côté de la demande, les propriétaires terriens, les marchands et les entrepreneurs se sont fortement enrichi, quand dans le même temps, les salaires réels ont stagné.

Cette inégale prospérité n'est cependant pas allée assez loin pour que l'industrie Française puisse aborder la libéralisation du commerce avec le Royaume-Uni suite au traité Eden-Rayneval de 1786 sereinement. La baisse des prix relatifs des exportations industrielles n'a pas été très rapide. La libéralisation du commerce a contribué à une grave crise économique et sociale dans l'industrie française, notamment dans le secteur du textile et particulièrement celui du coton, très en retard technologiquement sur son voisin d'Outre-Manche. En 1788 et 1789, cette crise est renforcée par le rappel des réalités malthusiennes suite à deux récoltes agricoles catastrophiques dues à des conditions climatiques extrêmes (Waldinger, 2013). Comme Tocqueville, on peut penser que cette double crise a eu d'autant plus d'effets politiques qu'elle survenait dans un contexte général de progrès.

Guillaume Daudin et Edouard Pignède¹

¹ Merci à Loïc Charles et Marion Mercier pour leurs relectures et commentaires. Toutes les erreurs sont les nôtres.

Image de couverture : Vue du port de La Rochelle, par J. Vernet au Musée du Nouveau Monde à La Rochelle (Charente-Maritime - France).

Références bibliographiques

Becchia, A. (2019), *Modernités de l'Ancien Régime : (1750-1789)*. Rennes: Presses universitaires de Rennes (Histoire).

Disponible ici: <http://books.openedition.org/pur/116433> (Accès: 25 Juin 2021).

Charles, L. & Daudin, G. (2011), "La collecte du chiffre au XVIII^e siècle: le Bureau de la balance du commerce et la production des données sur le commerce extérieur de la France", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 58(1), pp. 128–155.

Charles, L. & Daudin, G. (eds) (2015), "Eighteenth Century International Trade Statistics: Sources and Methods", *Revue de l'OFCE* (Numéro special), 140, pp. 7–377.

Daudin, G. (2005), *Commerce et prospérité: la France au XVIII^e siècle*. Presses Universitaires de Paris Sorbonne.

Daudin, G. (2019), "TOFLIT18, le retour", *Dialogue*, 53.

Daudin, G., Ponton, C. & Vidal, Q. (2016), "Analyse historique du commerce extérieur français - le projet TOFLIT18", *Dialogue*, 43.

Federico, G. (2012), "How much do we know about market integration in Europe?", *The Economic History Review*, 65(2), pp. 470–497.

Labrousse, E. (1944), *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*. Paris: Presses universitaires de France.

Morineau, M. (1968), "Y a-t-il eu une révolution agricole en France au XVIII^e siècle?", *Revue Historique*, 239(2), pp. 299–326.

Morineau, M. (1971), *Les faux-semblants d'un démarrage économique : agriculture et démographie en France au XVIII^e siècle*. Librairie Armand Colin. Paris.

Pfister, U. (2017), "The timing and pattern of real wage divergence in pre-industrial Europe: evidence from Germany, c. 1500–1850", *The Economic History Review*, 70(3), pp. 701–729.

Prébis, R. (1950), *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*, *Economic Bulletin for Latin America*.

Ridolfi, L. (2019), "Six centuries of real wages in France from Louis IX to Napoleon III: 1250–1860", *The Journal of Economic History*, 79(3), pp. 589–627.

Singer, H. (1950), "The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries", *American Economic Review* (Nashville), 40.

Statistical Office of the European Communities et al. (2013), Handbook on Residential Property Prices (RPPIs). International Monetary Fund.

Disponible ici: <https://www.elibrary.imf.org/view/IMF069/20476-9789279259845/20476-9789279259845/ch06.xml?redirect=true> (Accès: 8 Mars 2021).

Waldinger, M. (2013), "Drought and the French Revolution: The effects of adverse weather conditions on peasant revolts in 1789", *Mimeo*, <https://towardfreedom.org/wp-content/uploads/2014/04/Drought%20and%20the%20French%20Revolution.pdf> (Accès: 11 Août 2021).

Weir, D. R. (1991), "Les Crises Économiques et les Origines de la Révolution Française", *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 46(4), pp. 917–947.

Williamson, J. G. (2013), *Trade and Poverty: When the Third World Fell Behind*. MIT Press.